

CR 99/33

*International Court
of Justice*

THE HAGUE

*Cour internationale
de Justice*

LA HAYE

YEAR 1999

Public sitting

held on Wednesday 12 May 1999, at 4.25 p.m., at the Peace Palace,

Vice-President Weeramantry, Acting President, presiding

in the case concerning Legality of Use of Force

(Yugoslavia v. Spain)

Request for the indication of provisional measures

VERBATIM RECORD

ANNEE 1999

Audience publique

tenue le mercredi 12 mai 1999, à 16 h 25, au Palais de la Paix,

*sous la présidence de M. Weeramantry, vice-président
faisant fonction de président*

dans l'affaire relative à la Licéité de l'emploi de la force

(Yougoslavie c. Espagne)

Demande en indication de mesures conservatoires

COMPTE RENDU

- 2 -

Present:	Vice-President	Weeramantry, Acting President
	President	Schwebel
	Judges	Oda
		Bedjaoui
		Guillaume
		Ranjeva
		Herczegh
		Shi
		Fleischhauer
		Koroma
		Vereshchetin
		Higgins
		Parra-Aranguren
		Kooijmans
		Rezek
	Judges <i>ad hoc</i>	Kreća
		Torres Bernárdez
	Registrar	Valencia-Ospina

- 3 -

Présents :

- M. Weeramantry, vice-président, faisant fonction de président en l'affaire
- M. Schwebel, président de la Cour
- MM. Oda
 - Bedjaoui
 - Guillaume
 - Ranjeva
 - Herczegh
 - Shi
 - Fleischhauer
 - Koroma
 - Vereshchetin
- Mme Higgins
- MM. Parra-Aranguren
 - Kooijmans
 - Rezek, juges
 - Kreća
 - Torres Bernárdez, juges *ad hoc*
- M. Valencia-Ospina, greffier

The Government of the Federal Republic of Yugoslavia is represented by:

Mr. Rodoljub Etinski, Chief Legal Adviser in the Ministry of Foreign Affairs, Professor of International Law, Novi Sad University,

as Agent;

H. E. Mr. Milan Grubić, Ambassador of the Federal Republic of Yugoslavia to the Netherlands,

as Co-Agent;

Mr. Ian Brownlie, C.B.E., Q.C., Chichele Professor of Public International Law, Oxford,

Mr. Carlos Casillas Velez, Vice-President of the Mexican Academy of International Law and Professor of Law at UNAM University,

Mr. Olivier Corten, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Stevan Djordjević, Professor of International Law, Belgrade University,

Mr. Pierre Klein, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Miodrag Mitić, Assistant Federal Minister for Foreign Affairs of the Federal Republic of Yugoslavia (Ret.),

Mr. Eric Suy, Professor at the Catholic University of Leuven, former Under-Secretary-General and Legal Counsel of the United Nations,

Mr. Paul J. I. M. de Waart, Professor emeritus of International Law, Free University of Amsterdam,

as Counsel and Advocates;

Mrs. Sanja Milinković,

as Assistant.

The Government of the Kingdom of Spain is represented by:

H. E. Mr. Aurelio Pérez Giralda, Director of the International Legal Department at the Ministry of Foreign Affairs,

as Agent;

Mr. Félix Valdés, Minister Counsellor (Chargé d'affaires) at the Embassy of Spain in the Netherlands,

as Co-Agent;

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie est représenté par :

M. Rodoljub Etinski, conseiller juridique principal au ministère des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et professeur de droit international à l'Université de Novi Sad,

comme agent;

S. Exc. M. Milan Grubić, ambassadeur de la République fédérale de Yougoslavie aux Pays-Bas,

comme coagent;

M. Ian Brownlie, C.B.E., membre du barreau d'Angleterre, professeur de droit international public, titulaire de la chaire Chichele à l'Université d'Oxford,

M. Carlos Casillas Velez, vice-président de l'*Academia Mexicana de Derecho Internacional* et professeur de droit international à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM),

M. Olivier Corten, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Stevan Djordjević, professeur de droit international à l'Université de Belgrade,

M. Pierre Klein, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Miodrag Mitić, ancien ministre fédéral adjoint des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie,

M. Eric Suy, professeur à l'Université catholique de Louvain (K. U. Leuven), ancien Secrétaire général adjoint et conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies,

M. Paul J. I. M. de Waart, professeur émérite de droit international à la *Vrije Universiteit* d'Amsterdam,

comme conseil et avocats;

Mme Sanja Milinković,

comme assistante.

Le Gouvernement du Royaume d'Espagne est représenté par :

S. Exc. M. Aurelio Pérez Giralda, directeur du service juridique international du ministère des affaires étrangères d'Espagne,

comme agent;

M. Félix Valdés, ministre conseiller (chargé d'affaires) à l'ambassade du Royaume d'Espagne à La Haye,

comme co-agent;

Mrs. Adela Díaz Bernárdez, Embassy Secretary, Member of the International Legal Department of
the Ministry of Foreign Affairs,

as Counsel.

- 7 -

Mme Adela Díaz Bernárdez, secrétaire d'ambassade, membre du service juridique international du
ministère des affaires étrangères,

comme conseil.

- 8 -

The VICE-PRESIDENT, acting President: The Court will now proceed to hear the case between Yugoslavia and Spain, and I invite the distinguished *ad hoc* Judge for Spain to join us now, and the proceedings will commence in a few minutes. I call on the distinguished Agent for Spain, Mr. Giralda.

M. GIRALDA : Monsieur le président, Madame et Messieurs les Membres de la Cour, dans mon intervention d'hier, j'ai fait référence aux deux fondements de compétence allégués par la République fédérale de Yougoslavie dans sa requête contre l'Espagne, c'est-à-dire l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice et l'article IX de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. J'ai démontré que, autant les conditions contenues dans la déclaration de l'Espagne du 29 octobre 1990 que la réserve présentée par l'Espagne touchant la totalité de l'article IX de ladite convention représentent des objections bien fondées à la compétence de la Cour dans la présente affaire.

La Partie adverse n'ayant pas même essayé de contester les arguments de mon pays, je me propose de réitérer à la Cour les conclusions que je lui ai déjà soumises.

Mais permettez-moi auparavant de dénoncer encore une fois l'intention manifeste de la République fédérale de Yougoslavie d'utiliser cette Cour à des fins de propagandes politiques sans aucun respect pour la plus haute instance judiciaire de la communauté internationale. A ce sujet je voudrais évoquer une allusion dirigée, entre autres, au Royaume d'Espagne par le conseil distingué de la République fédérale de Yougoslavie. Il s'est déclaré étonné du fait que certains des pays défendeurs aient dénoncé le manque absolu de preuves dans les imputations que l'on a fait à leur égard. La Cour peut trouver ici une nouvelle tentative de l'entraîner dans une discussion politique qui est complètement étrangère à la nature de sa juridiction. Plutôt que participer à cette manoeuvre, l'Espagne, par respect à la Cour, a voulu répondre à la requête dans les termes dans lesquels elle a été formulée, c'est-à-dire et je cite dans la langue originelle "Application of the Federal Republic of Yugoslavia against the Kingdom of Spain for violation of the obligation not to use force". Monsieur le président, Membres de la Cour, vous trouvez ici une nouvelle preuve de l'effronterie avec laquelle on essaie de détourner votre attention de la question juridique posée.

L'Espagne affirme sa solidarité politique avec les autres membres de l'Alliance Atlantique. Mais elle agit devant une Cour de droit en respectant les termes selon lesquels elle a été convoquée à cette audience.

Dans une autre intervention du conseil de la Partie adverse dans sa réplique de ce matin, mon pays a été à nouveau mentionné à propos de la nécessité de tenir compte de l'intention des Parties dans l'interprétation des termes de leur déclaration unilatérale acceptant la compétence obligatoire de la Cour. On vous a indiqué, notamment, que l'intention de la République fédérale de Yougoslavie, lorsqu'elle a déposé sa déclaration du 25 avril 1999, était précisément de soumettre à la Cour le différend qui donne lieu à sa requête contre l'Espagne et les autres Etats défendeurs. Or, cette déclaration expresse offre à l'Espagne une nouvelle base pour s'opposer à la compétence de la Cour. Je me permets de rappeler que, dans sa propre déclaration selon l'article 36, paragraphe 2, le Royaume d'Espagne limite son acceptation de la compétence obligatoire de la Cour en excluant dans l'alinéa *b)*, «les différends dans lesquels l'autre partie ou les autres parties en cause ont accepté la juridiction de la Cour uniquement en ce qui concerne lesdits différends ou exclusivement aux fins de ceux-ci».

Pour cette raison et pour celles que j'ai déjà soumises à la Cour, je me permets de conclure en demandant à nouveau que la Cour :

1. déclare qu'elle n'est pas compétente pour statuer sur la requête déposée par la République fédérale de Yougoslavie;
2. rejette la demande du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie en vue de l'indication de mesures conservatoires envers le Royaume d'Espagne;
3. décide de rayer cette affaire du rôle général de la Cour.

Monsieur le président, Madame et Messieurs les Membres de la Cour, je vous remercie de votre bienveillante attention.

The VICE-PRESIDENT, acting President : Thank you very much, Mr. Giralda. That concludes the submission of the Kingdom of Spain in the case between Yugoslavia and Spain. The Court will now resume its hearings in the case between Yugoslavia and the United Kingdom

- 10 -

of Great-Britain and Northern Ireland. The distinguished *ad hoc* Judge of Spain will leave us now and will be escorted from the days. We thank him for his attendance.

The Court rose at 4.35 p.m.

Non-Corrigé
Uncorrected

Traduction
Translation

CR 99/33 (traduction)

CR 99/33 (translation)

Mercredi 12 mai à 16 h 25

Wednesday 12 May at 4.25 p.m.

08

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : La Cour va maintenant entendre l'affaire qui oppose la Yougoslavie à l'Espagne et j'invite le juge *ad hoc* pour l'Espagne à se joindre à nous. Cette procédure va commencer dans quelques minutes. J'appelle à la barre M. Giralda, agent de l'Espagne.

Mr. GIRALDA: Mr. President, Members of the Court, in my presentation yesterday I referred to two bases of jurisdiction alleged by the Federal Republic of Yugoslavia in its Application against Spain, that is to say Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice and Article IX of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. I showed that the conditions contained in Spain's declaration of 29 October 1990 and the reservation made by Spain in respect of the whole of Article IX of that Convention both constitute valid objections to the Court's jurisdiction in the present case.

The opposing Party having failed even to contest my country's arguments, I propose to restate to the Court the submissions I have already made to it.

But first allow me once again to denounce the manifest intention of the Federal Republic of Yugoslavia to use this Court for the purposes of political propaganda with no respect for the highest judicial organ of the international community. In this connection I would like to recall one reference to the Kingdom of Spain, amongst many, made by the distinguished counsel for the Federal Republic of Yugoslavia. He declared himself astonished that certain respondent States denounced the total absence of evidence to support the accusations against them. The Court can see here another attempt to lead it into a political discussion completely foreign to the nature of its jurisdiction. Rather than taking part in this manoeuvre, Spain, out of respect for the Court, has chosen to respond to the Application in the terms in which it has been expressed, that is to say (I quote from the original language version): "Application of the Federal Republic of Yugoslavia against the Kingdom of Spain for violation of the obligation not to use force". Mr. President, Members of the Court, here is further proof of the effrontery used to attempt to distract your attention from the question of law raised. Spain re-affirms its political solidarity with the other

09

Members of the Atlantic Alliance. But it acts before [what is] a court of law in respecting the terms according to which it was summoned to this hearing.

In another statement by the opposing Party in its reply this morning, my country was mentioned again in relation to the need to take account of each Party's intentions in interpreting the terms of its unilateral declaration accepting the compulsory jurisdiction of the Court. You were told, in particular, that the intention of the Federal Republic of Yugoslavia in depositing its declaration of 25 April 1999 was precisely to submit to the Court the dispute which has given rise to its applications against Spain and the other respondent States. This declaration provides Spain with another basis for objecting to the Court's jurisdiction. May I remind the Court that, in its own declaration pursuant to Article 36, paragraph 2, the Kingdom of Spain limits its acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court by excluding, in paragraph 1 (b), "disputes in regard to which the other party or parties have accepted the compulsory jurisdiction of the Court only in relation to or for the purposes of the dispute in question".

For this reason and for the others already submitted to the Court, I conclude in once again requesting the Court to:

1. Declare that it has no jurisdiction to adjudicate upon the Application filed by the Federal Republic of Yugoslavia;
2. Reject the request of the Government of the Federal Republic of Yugoslavia for the indication of provisional measures against the Kingdom of Spain;
3. Decide to remove this case from the General List of the Court.

Mr. President, Members of the Court, thank you for your kind attention.

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie, M. Giralda. Ceci achève l'exposé du Royaume d'Espagne dans l'affaire entre la Yougoslavie et l'Espagne. La Cour va maintenant reprendre ses audiences dans l'affaire entre la Yougoslavie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le juge *ad hoc* pour l'Espagne va maintenant être escorté hors du prétoire. Nous le remercions d'avoir siégé avec nous.

La séance est levée à 16 h. 35.
